

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1992, chapitre 6  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES  
ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK**

---

**Projet de loi 5**

présenté par M. Claude Ryan, ministre des Affaires municipales

Présenté le 25 mars 1992

Principe adopté le 8 avril 1992

Adopté le 13 mai 1992

**Sanctionné le 14 mai 1992**

---

**Entrée en vigueur: le 14 mai 1992**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)







## CHAPITRE 6

### Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik

[Sanctionnée le 14 mai 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. V-6.1,  
a. 351.1, aj.

**1.** La Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 351, du suivant:

Conclusion  
d'ententes

«**351.1** L'Administration régionale peut conclure avec le gouvernement du Québec, l'un de ses ministres ou, sur autorisation du ministre responsable visé à l'article 2, 377 ou 379 selon le cas, avec un organisme, y compris un organisme public, une municipalité, une communauté, une association ou une commission scolaire, des ententes portant sur les matières énumérées à l'article 351. Aux fins du présent alinéa, les mots «communauté» et «association» comprennent une communauté autochtone, une personne morale et tout groupement de personnes formé pour la poursuite d'un but commun.

Ententes

L'Administration régionale peut aussi, avec l'autorisation du gouvernement, conclure de telles ententes avec un gouvernement au Canada, l'un de ses ministres ou tout organisme mentionné au premier alinéa et situé à l'extérieur du Québec.

Exécution

L'Administration régionale peut exécuter ces ententes, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent et ce, même à l'extérieur de son territoire.

Comité  
conjoint

Toute entente peut prévoir la formation d'un comité conjoint auquel sont délégués la totalité ou une partie des pouvoirs relatifs au contenu de l'entente.

Exception Les articles 362 à 379 n'ont pas pour effet de restreindre l'application du présent article. ».

Entrée en vigueur **2.** La présente loi entre en vigueur le 14 mai 1992.